

Présentation du dossier « Révolutions et crises politiques : Maghreb/Machrek »  
*Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212, mars 2016,  
coordonné par Choukri Hmed (Université Paris Dauphine, IRISSO-CNRS)  
et Laurent Jeanpierre (Université Paris 8, LabTop- CRESPPA, CNRS)

Depuis la fin de l'année 2010, les bouleversements politiques et sociaux dans le monde arabe sont – une fois encore – au centre de toutes les attentions et notamment de l'attention académique. Les chercheurs en sciences sociales d'aujourd'hui n'entendent pas se laisser dicter leurs objets par l'actualité et les problématiques non-savantes qu'elle charrie mais refusent dans le même temps de démissionner devant les faits ou de s'emmurer dans leur tour d'ivoire, feignant d'ignorer la gravité du monde qui les entoure et l'urgence d'une pensée construite et contrôlée. C'est à cet exercice délicat que se sont livrés les auteurs réunis dans ce dossier, sans cesse pris dans une forme d'injonction paradoxale : prendre de la distance avec l'événement historique – les « révolutions arabes », le « printemps arabe » – et saisir son épaisseur sociale dans toute sa matérialité, réfuter les explications causales macrosociologiques et prendre au sérieux les revendications et les répertoires d'action des protestataires, résister au *diktat* de l'instant et de l'accélération de l'histoire et réinscrire les pratiques et les discours dans leur terreau sociologique et historique. L'objectif du numéro n'est pas de proposer, cinq ans plus tard, une nouvelle interprétation des événements qui ont bouleversé la région mais bien plutôt de comprendre, au moyen d'enquêtes de terrain de longue haleine, comment ces événements ont bousculé les structures sociales et politiques des pays concernés et de quelles façons cette histoire courte est à réintégrer au sein des mutations sociales plus larges qu'ont connu ces sociétés.

Fondés sur un travail empirique inédit, les six articles composant le dossier étudient ainsi les conséquences du déclassement des chômeurs diplômés tunisiens sur leurs dispositions à se mobiliser (Pierre Blavier), la recomposition du capital social des insurgés dans le cas syrien (Adam Baczko, Arthur Quesnay et Gilles Dorronsoro), l'impossibilité du soulèvement dans le cas algérien (Layla Baamara), le rôle de groupes professionnels comme les avocats dans la révolution tunisienne (Eric Gobe), les voies de la reconversion politique des Frères musulmans égyptiens entre 2005 et 2012 (Marie Vannetzel) et les modalités du passage d'une situation révolutionnaire à un résultat révolutionnaire dans le contexte tunisien (Choukri Hmed).

Sommaire :

- Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek  
Choukri Hmed et Laurent Jeanpierre
- Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014  
Adam Baczko, Arthur Quesnay, et Gilles Dorronsoro
- Grandeur et déclin des Frères musulmans égyptiens : les mutations de l'élite parlementaire frériste de Moubarak à Morsi, 2005-2012  
Marie Vannetzel
- Sociogenèse de la révolution tunisienne : expansion scolaire, chômage et inégalités régionales  
Pierre Blavier

- Le peuple veut la chute du régime. Situations et issues révolutionnaires lors des occupations de la place de la Kasbah à Tunis, 2011  
Choukri Hmed
  
- Les mobilisations professionnelles comme mobilisations politiques : les avocats tunisiens de la « révolution » à la « transition »  
Éric Gobe
  
- L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011  
Layla Baamara